

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1924.

Projet de loi

portant approbation des Conventions concernant respectivement l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage et le placement des marins, élaborées à Gènes par la Conférence internationale du travail et signées à Paris, le 1^{er} juin 1921, par la Belgique et la France.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Conférence Internationale du Travail a tenu sa deuxième session à Gènes, du 15 juin au 10 juillet 1920.

Elle avait pour mission l'adaptation des résolutions prises à Washington pour l'industrie en général à une industrie toute particulière, celle des transports maritimes.

Les conditions uniques qui caractérisent l'industrie de la mer, rendaient ce travail d'adaptation particulièrement difficile.

Néanmoins, la Conférence réunie à Gènes fit œuvre efficace et vota à la presque unanimité de ses membres trois projets de conventions internationales, qu'elle désire voir soumis à l'approbation des Nations représentées en son sein.

Le premier de ces projets fixe l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime. Le deuxième est relatif à l'institution d'une indemnité de chômage en cas de perte par naufrage. Le troisième, pourvoit au placement des marins.

En ce qui concerne le premier projet, nos lois relatives à l'admission des enfants au travail industriel ont déjà fixé un âge limité, l'âge de 14 ans, sans exception, sauf celle prévue article 3, alinéa 2 de la loi sur le travail des femmes et des enfants, qui abaisse l'âge minimum à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré en conformité de la loi sur l'instruction obligatoire.

Le projet de convention adopté à Washington et qui vous a été soumis il y a quelques mois, supprime cette exception unique, et fixe de façon absolue l'âge d'admission des enfants au travail à 14 ans.

Le projet de convention arrêté à Gênes pour les marins adopte ce principe pour leur industrie sous deux réserves particulières, qui se justifient fort naturellement :

La première de ces exceptions vise les enfants dont la famille vit et travaille seule au même bord.

La deuxième vise les bateaux-écoles, à la condition que le travail y soit surveillé par l'autorité publique.

Quant à l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, elle constitue une innovation.

Le deuxième point porté à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes avait pour objet l'application aux marins de la Convention et des Recommandations émises à Washington lors de la première session de la Conférence Internationale du Travail, au sujet du chômage et de l'assurance contre le chômage. Sans attendre que des mesures internationales pratiques soient prises en faveur des travailleurs en général, pour parer aux risques du chômage, la Conférence des marins a envisagé un danger propre et inhérent à la vie des gens de mer ; celui dérivant du naufrage.

L'article 99 de nos lois coordonnées des 2 août 1879, 12 juin 1902 et 10 février 1908, sur la navigation maritime et la navigation intérieure, dispose qu'en cas de prise, naufrage ou déclaration d'innavigabilité, les matelots doivent être payés de leurs salaires jusqu'à la cessation de leur travail, et ont droit en outre au rapatriement aux frais du navire — ou, si le capitaine le préfère, à une indemnité équivalente —.

Il y a là une lacune que comble le deuxième projet de convention soumis à votre ratification.

Ce projet vise à assurer aux matelots de navires naufragés, le paiement à charge de l'armateur ou de la personne avec laquelle le contrat d'engagement a été passé, d'une indemnité pour faire face au chômage résultant du naufrage.

Cette indemnité serait payée pour tous les jours de la période effective de chômage du marin, aux taux du salaire prévu au contrat, elle pourra être limitée à une somme équivalente à deux mois de salaires.

*
* *
*

Enfin, la Conférence de Gênes a voté, par 73 voix contre une et deux abstentions, un troisième projet de Convention ayant pour objet l'organisation dans tous les pays adhérents, de bureaux publics et paritaires de placement des marins sans distinction de nationalité.

A Washington déjà il avait été décidé que chaque Gouvernement serait invité à établir des bureaux de placement pour les travailleurs en général.

A Gênes cette décision fut reprise et adoptée pour les marins, dont l'activité s'exerce sur un domaine international par excellence, celui de la mer.

Pour aucune autre profession, l'organisation nationale et internationale du placement public ne paraît revêtir un caractère à la fois de plus grande nécessité et de plus grande urgence.

A la différence de tous les autres ouvriers qui exercent leur profession dans un

pays déterminé, le marin, en effet, ne travaille pas toujours sur le même navire — il passe fréquemment d'un pavillon sous un autre — il voyage avec des compagnons de tous pays et de toutes les races, il se déplace constamment d'un pays à un autre et contracte parfois de nouveaux engagements dans des ports étrangers. C'est donc bien dans le caractère international qu'il est souhaitable de leur donner, que réside l'intérêt primordial des bureaux de placement pour marins.

Conformément au projet, chaque État s'engagerait à établir un système de bureau public de placement, gratuit, sous le contrôle d'une autorité centrale et surveillé par des comités comprenant des représentants des employeurs et des employés.

Le fonctionnement des différents systèmes nationaux serait coordonné par le Bureau International du Travail, d'accord avec les pays intéressés.

En Belgique, des tentatives faites avant la guerre pour créer à Anvers un bureau officiel de placement paritaire pour marins n'avaient pas abouti et la législation belge ne comporte aucune disposition relative au placement des marins.

Il existe toutefois dans nos ports des institutions émanant des employeurs et des employés qui s'occupent gratuitement du placement des marins.

Le projet prévoit encore l'interdiction de créer de nouveaux bureaux de placement payants et le contrôle des bureaux payants existants.

Il est, en effet, peu de professions où le placement ait donné lieu à autant d'abus.

Les marins débarqués dans des ports étrangers sont souvent attirés par des trafiquants louches qui, sous prétexte de leur procurer un nouvel engagement, les abusent, exploitent leurs passions ou leur naïveté, les dépouillent de l'argent qu'ils possèdent, leur en procurent même, pour mieux les gruger, à un taux usuraire et jusqu'à concurrence de l'avance-note prochaine, puis les réembarquent appauvris et épuisés.

Les dispositions du projet se trouvent donc pleinement justifiées.

Il n'est pas porté atteinte par cette Convention à la liberté des États, chacun établissant ses bureaux suivant ses habitudes et ses traditions, soit en confiant le soin aux pouvoirs publics, soit en le laissant à ses organisations professionnelles.

Il semble toutefois nécessaire que employeurs et employés y coopèrent sur un pied de parfaite égalité.

C'est là une garantie à laquelle l'organisation moderne du travail attache le plus grand prix.

Le système qui semble devoir donner le plus de garantie à cet égard, est la présence simultanée à l'office de placement de deux représentants, l'un des armateurs, l'autre des marins. Ce mode d'organisation a fait ses preuves en Angleterre et il apparaît utile d'en faire la règle générale. Et même là où les bureaux sont créés à l'initiative de l'État, il importe encore de confier le contrôle de ses opérations à des représentants paritaires. En vertu de l'article 7 du projet, chaque État s'engage enfin à entourer la signature des contrats d'engagements par les intéressés tant marins qu'armateurs, de toutes les garanties qui en assurent la validité et l'efficacité, en même temps que le respect des droits respectifs des parties.

*
* *

Les États représentés à la deuxième session de la Conférence générale du Travail, réunie à Gênes, étaient les suivants : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark,

l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes Croates-Slovènes, la Suisse, la Suède, la Tchéco-Slovaquie, l'Argentine, le Canada, le Chili, le Vénézuéla, l'Uruguay, l'Australie, l'Inde, le Japon, le Siam.

En général, les pays participants avaient adjoints à leurs délégués gouvernementaux des délégués des armateurs et des délégués des marins. Tel était notamment le cas pour la délégation belge. La ratification des trois projets de conventions ci annexés oblige chacun des pays qui l'accepte à prendre, dans un délai déterminé, toutes les mesures législatives ou autres de nature à mettre les dispositions qu'ils contiennent à exécution.

Chacun de ces pays s'engage en outre, à appliquer ces Conventions dans les plus larges limites possibles à ses colonies, en tenant compte des conditions locales.

Les ratifications officielles de ces Conventions par chacune des nations représentées et dans les conditions prévues par la Partie XIII des Traités de Versailles du 28 juin 1919, de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Neuilly du 27 novembre 1919, et du Grand Trianon du 4 juin 1920, doivent être communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et enregistrées par lui.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'organisation internationale du travail, auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'organisation internationale du travail.

Les trois Conventions qui vous sont soumises n'entreraient donc en vigueur qu'à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations. Elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, ces Conventions entreranno en vigueur au regard de tous les autres membres à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée.

Un instrument diplomatique destiné à donner effet aux projets de Convention a été signé à Paris le 1^{er} juin 1921 par des Plénipotentiaires dûment nommés. Cette procédure a été, comme vous le savez, adoptée en ce qui concerne les projets de Convention issus de la Conférence Internationale du Travail de Washington.

Le but du présent projet de loi est donc de donner à ces Conventions ainsi régularisées l'approbation du pays en vue de leur mise en vigueur ultérieure.

Elles ne contiennent rien qui soit en opposition avec nos idées nationales, mais répondent au contraire, à des aspirations nouvelles et à une conception exacte de ce que doivent être les conditions du travail.

Elles consacrent un progrès important pour l'industrie de la mer et sont de nature à en favoriser le développement.

Nulle industrie n'a plus besoin de l'adoption d'un règlement international et nul doute aussi que la grande majorité des pays dont le commerce et l'industrie se propagent au delà des mers, n'adopte également ces mesures qui leur sont soumises comme à vous pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence de la classe si intéressante des marins. C'est avec confiance, Messieurs, que nous avons

L'honneur de soumettre à votre approbation ce projet de loi portant ratification des trois projets nouveaux de Conventions internationales.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Chemins de fer,

Marine, Postes et Télégraphes,

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE A.

CONVENTION
fixant l'âge minimum d'admission des enfants
au travail maritime.

LA BELGIQUE ET LA FRANCE,

Désireuses de donner effet au projet de Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Gênes, du 15 juin 1920 au 10 juillet 1920, Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ;
M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail ;
M. Yves LE TROCQUER, Ministre des Travaux publics ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « navire » doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés au travail à bord des navires, autres que ceux sur lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants sur les *bateaux-écoles*, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ARTICLE 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention, tout capitaine ou patron devra tenir un registre d'inscription

ou un rôle d'équipage mentionnant toutes les personnes de moins de 16 ans employées à bord, avec l'indication de la date de leur naissance.

ARTICLE 5.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 6.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919 et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 9.

Sous réserve des dispositions de l'article 8, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Con-

vention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 11.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ARTICLE 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le Gouvernement de la République française donnera avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Paris, le premier juin mil neuf cent vingt et un.

E. de GAFFIER.

Ar. BRIAND.

Daniel VINCENT.

Y. Le TROCQUER.

ANNEXE B.

CONVENTION**sur l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage.**

LA BELGIQUE ET LA FRANCE,

Désireuses de donner effet au projet de Convention, concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, adopté par la Conférence Internationale du Travail qui s'est tenue à Gênes du 15 juin 1920 au 10 juillet 1920,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron DE GAIEFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères;

M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail;

M. Yves LE TROCQUER, Ministre des Travaux Publics;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « marins » est applicable à toutes les personnes employées à bord de tout navire effectuant une navigation maritime.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « navire » doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

En cas de perte par naufrage d'un navire quelconque, l'armateur, ou la personne avec laquelle le marin a passé un contrat pour servir à bord du navire, devra payer à chacun des marins employés sur ce navire une indemnité pour faire face au chômage résultant de la perte par naufrage du navire.

Cette indemnité sera payée pour tous les jours de la période effective de chômage

du marin au taux du salaire payable en vertu du contrat, mais le montant total de l'indemnité payable à chaque marin en vertu de la présente Convention pourra être limité à deux mois de salaire.

ARTICLE 3.

Ces indemnités jouiront des mêmes privilèges que les arrérages de salaires gagnés pendant le service, et les marins pourront avoir recours pour les recouvrer aux mêmes procédés que pour ces arrérages.

ARTICLE 4.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919 et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 7.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 7, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 9.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 11.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le Gouvernement de la République française donnera avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Paris, le premier juin mil neuf cent vingt et un.

(S.) E. DE GAIFFIER,
Ar. BRIAND,
Daniel VINCENT,
Y. LE TROCQUER.

CONVENTION**concernant le placement des marins.**

LA BELGIQUE ET LA FRANCE,

Désireuses de donner effet au projet de Convention concernant le placement des marins, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Gênes du 15 juin 1920 au 10 juillet 1920,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron DE GAFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères;

M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail;

M. Yves LE TROCQUER, Ministre des Travaux Publics;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « marins » comprend toutes les personnes employées comme membres de l'équipage à bord de navires effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des officiers.

ARTICLE 2.

Le placement des marins ne peut faire l'objet d'un commerce exercé dans un but lucratif par aucune personne, société ou établissement. Aucune opération de placement ne peut donner lieu de la part des marins d'aucun navire au paiement d'une rémunération quelconque, directe ou indirecte, à une personne, société ou établissement.

Dans chaque pays la loi comportera des sanctions pénales pour toute violation des dispositions du présent article.

ARTICLE 3.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, toute personne, société ou établissement exerçant actuellement dans un but lucratif le commerce du placement

peut être admis temporairement, par autorisation du Gouvernement, à confiner ce commerce, à condition que ses opérations soient soumises à un contrôle du Gouvernement sauvegardant les droits de toutes les parties intéressées.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour abolir le plus rapidement possible le commerce du placement des marins exercé dans un but lucratif.

ARTICLE 4.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention devra veiller à ce qu'il soit organisé et entretenu un système, efficace et répondant aux besoins, d'offices gratuits de placement pour les marins. Ce système pourra être organisé et maintenu :

1° Soit par des associations représentatives des armateurs et des marins agissant en commun sous le contrôle d'une autorité centrale ;

2° Soit, en l'absence d'une action combinée de cette nature, par l'État lui-même.

Les opérations de ces offices de placement seront conduites par des personnes possédant une expérience maritime pratique.

Lorsqu'il coexiste des offices de placement de types divers, des mesures doivent être prises pour coordonner leur action sur une base nationale.

ARTICLE 5.

Il sera constitué des comités composés d'un nombre égal de représentants des armateurs et des marins, qui seront consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces offices.

Pour le reste, il appartiendra au Gouvernement de chaque pays de préciser les pouvoirs de ces comités, en ce qui concerne notamment le choix de leur président en dehors de leurs membres, leur assujettissement au contrôle de l'État et la faculté de recevoir l'assistance de personnes s'intéressant au bien-être des marins.

ARTICLE 6.

Au cours des opérations de placement, le marin doit conserver le droit de choisir son navire et l'armateur le droit de choisir son équipage.

ARTICLE 7.

Le contrat d'engagement des marins doit contenir toutes les garanties nécessaires pour la protection de toutes les parties intéressées, et il sera donné aux marins toutes facilités pour examiner ce contrat avant et après signature.

ARTICLE 8.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention prendra des mesures pour que les facilités pour le placement des marins prévues par la présente Convention soient, au besoin en recourant à des offices publics, à la disposition des marins de tous les pays ratifiant la présente Convention, sous la réserve que les conditions du travail soient approximativement les mêmes.

ARTICLE 9.

Il appartiendra à chaque pays de décider s'il adoptera ou non des dispositions analogues à celles de la présente Convention en ce qui concerne les officiers de pont et les officiers mécaniciens.

ARTICLE 10.

Tout Membre qui ratifiera la présente Convention devra communiquer au Bureau International du Travail toutes les informations, statistiques ou autres, dont il pourra disposer, en ce qui concerne le chômage des marins et le fonctionnement de ses établissements de placement pour les marins.

Il appartiendra au Bureau International du Travail d'assurer, d'accord avec les Gouvernements et les Organisations intéressées dans chaque pays, la coordination des divers systèmes nationaux de placement des marins.

ARTICLE 11.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales.

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 12.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919 et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 13.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 14.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 15.

Sous réserve des dispositions de l'article 14, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 16.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 17.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 18.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le Gouvernement de la République française donnera avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation internationale du Travail.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Paris, le premier juin mil neuf cent vingt et un.

E. DE GAIFFIER,
AR. BRIAND,
Daniel VINCENT,
Y. LE TROCQUER.



ANNEXE D.
—**PROTOCOLE.**

Les Conventions suivantes, signées aujourd'hui entre la Belgique et la France et conformes aux projets de conventions élaborés par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est réunie à Gènes du 15 juin au 10 juillet 1920, savoir :

1^o Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime ;

2^o Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage ;

3^o Convention concernant le placement des marins,
seront ouvertes à l'adhésion de tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

Cette adhésion sera notifiée au Secrétaire Général de la Société des Nations.

Le Gouvernement de la République française fera parvenir une copie certifiée conforme du présent Protocole à chacun des États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait en double exemplaire à Paris, le premier juin mil neuf cent vingt et un.

E. DE GAIFFIER,
AR. BRIAND,
Daniel VINCENT,
Y. LE TROCQUER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1924.

Ontwerp van wet

tot goedkeuring der overeenkomsten betreffende onderscheidenlijk den minimumleeftijd waarop kinderen tot arbeid op zee toegelaten worden, de vergoeding wegens werkloosheid in geval van schipbreuk (vergaan of stranden) en de bezorging van werk aan zeelieden, opgemaakt te Genua door de internationale Conferentie van den arbeid en ondertekend te Parijs, den 1st Juni 1921, door België en Frankrijk.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Internationale Conferentie van den Arbeid heeft de vergaderingen van haren tweeden zitting gehouden te Genua, van 15 Juni tot 10 Juli 1920.

Haar was opgedragen de te Washington voor de nijverheid in het algemeen genomen besluiten bij een gansch bijzonder bedrijf, dat van het vervoer ter zee, aan te passen.

De omstandigheden, eenig in hunne soort, die het zeemansbedrijf kenmerken, maakten dit aanpassingswerk bijzonder moeilijk.

Niettemin leverde de te Genua bijeengekomen Conferentie doeltreffend werk en nam met bijna algemeene stemmen drie ontwerpen van Internationale Overeenkomst aan, welke zij gaarne ter goedkeuring voorgelegd ziet aan de in haar midden vertegenwoordigde volken.

Bij het eerste dezer ontwerpen wordt de minimumleeftijd vastgesteld waarop kinderen tot arbeid op zee toegelaten worden. Het tweede heeft betrekking op het instellen van eene toelage wegens werkloosheid in geval van schipbreuk (vergaan of stranden). Het derde voorziet in het bezorgen van werk aan zeelieden.

Wat het eerste ontwerp betreft, werd bereids bij onze wetten omtrent het toelaten van kinderen tot fabrieksarbeid eene vaste leeftijd, die van 14 jaar, bepaald, zonder andere uitzondering dan die voorzien bij artikel 3, 2^{de} lid, van de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen, waarbij de minimumleeftijd op 15 jaar teruggebracht wordt voor de kinderen welke in het bezit zijn van een getuigschrift van gedane studiën, afgeleverd overeenkomstig de wet op den leerplicht.

Bij het te Washington aangenomen ontwerp van Overeenkomst dat U enkele maanden geleden werd voorgelegd, wordt bedoelde uitzondering afgeschaft en de leeftijd waarop kinderen tot arbeid toegelaten worden, vast bepaald op 14 jaar.

Bij het te Genua voor de zeelieden opgemaakte ontwerp van Over. enkomst wordt dit beginsel voor hun beroep aangenomen onder voorbehoud van twee bijzondere gevallen, welke uiteraard gebillijkt zijn :

De eerste van deze uitzonderingen geldt de kinderen wier familie alleen op hetzelfde schip leeft en werkt.

De tweede, de opleidingsvaartuigen, op voorwaarde dat het werk er onder toezicht van de openbare overheid staat.

* * *

De toelage wegens werkloosheid in geval van schipbreuk (vergaan of stranden), nu maakt eene nieuwigheid uit.

Het tweede aan de dagorde van de Conferentie van Genua zijnde punt bedoelde het toepassen, op de zeelieden, van de Overeenkomst en de Raadgevingen te Washington gedurende den eersten zittijd van de Internationale Arbeidsconferentie opgesteld omtrent de werkloosheid en de verzekering tegen werkloosheid. Zonder te wachten tot dat er ten bate van de arbeiders in het algemeen praktische internationale maatregelen getroffen werden om de gevaren der werkloosheid af te weren, heeft de Zeeliedenconferentie er een in overweging genomen welk eigen is aan en onafscheidelijk verbonden met het bestaan van de varenslieden : het gevaar dat uit schipbreuk voortvloeit.

Bij artikel 99 van onze samengevoegde wetten van 2 Augustus 1879, 12 Juni 1902 en 10 Februari 1908 op de zee- en de binnenscheepvaart staat bepaald, dat ingeval een vaartuig wordt opgebracht of onzcewaardig verklaard ofwel schipbreuk lijdt, de matrozen hunne loonen moeten ontvangen totdat hun werk ophoudt en daarenboven recht hebben op terugzending naar het vaderland op kosten van het vaartuig — of op eene gelijkwaardige vergoeding, indien de kapitein zulks verkiest.

Dan bestaat er eene leemte die door het tweede U ter bekrachtiging voorgelegde ontwerp van Overeenkomst wordt aangevuld.

Dit ontwerp heeft ten doel aan de matrozen van vergane schepen de betaling, ten laste van den reeder of van den persoon met wien de aanwervingsovereenkomst aangegaan werd, te verzekeren van eene vergoeding welke hem toelaten moet het hoofd te bieden aan de werkloosheid welke uit de schipbreuk ontstaat.

Deze vergoeding zou voor al de dagen van het wezenlijk werkloos zijn van den zeeman volgens het bij de Overeenkomst voorziene loon betaald worden, zonder een bedrag gelijk aan twee maand loon te moeten overschrijden.

* * *

Ten slotte heeft de Conferentie van Genua, met 73 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen, een derde ontwerp van Overeenkomst aangenomen dat de

inrichting ten doel heeft, in al de toegetreden landen, van paritaire openbare kantoren voor het bezorgen van werk aan zeelieden zonder onderscheid van nationaliteit.

Reeds te Washington was er besloten geworden dat elke Regeering zou worden verzocht kantoren op te richten voor het bezorgen van werk aan de arbeiders in het algemeen.

Te Genua werd deze beslissing overgenomen en goedgekeurd voor de zeelieden, wier bedrijvigheid wordt uitgeoefend op een uitstekend internationaal terrein, dat der zee.

Voor geenerlei ander beroep blijkt de nationale en internationale inrichting van de openbare werkbezorging tegelijk noodzakelijker en dringender te zijn.

In tegenstelling met al de andere arbeiders welke hun beroep in een bepaald land uitoefenen, werkt de zeeman inderdaad niet altijd op hetzelfde schip — hij gaat dikwerf van de eene vlag naar de andere over, — reist met makkers uit alle landen en van allerassen, — verplaatst zich voortdurend van het eene land naar het andere en gaat soms nieuwe verbintenissen aan in vreemde havens. De belangrijkheid der kantoren voor werkbezorging aan zeelieden ligt dus wel voornamelijk in het internationaal karakter welk het wenschelijk is er aan toe te kennen.

Overeenkomstig het ontwerp zou elke Staat zich verbinden om een stelsel van kosteloos openbaar kantoor voor werkbezorging te plaatsen onder toezicht van eene centrale overheid, op welk stelsel het oog zou gehouden worden door raden waarvan vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers zouden deel uitmaken.

De werking van de verschillende nationale stelsels zou door het Internationaal Arbeidsbureau in overleg met de betrokken landen in onderling verband gebracht worden.

Vóór den oorlog in België in het werk gestelde pogingen om te Antwerpen een paritair officieel kantoor voor werkbezorging aan zeelieden op te richten, waren niet geslaagd en de Belgische wetgeving bevat geenerlei bepaling betreffende het bezorgen van werk aan zeelieden.

Er bestaan evenwel in onze havens instellingen die van werkgevers en -nemers uitgaan en zich bezighouden met het kosteloos bezorgen van werk aan zeelieden.

Bij het ontwerp zijn verder voorzien het verbod om nieuwe betalende kantoren voor werkbezorging op te richten en het toezicht op de bestaande kantoren.

Er zijn inderdaad weinig beroepen waar het werkbezorgen tot zooveel misbruiken aanleiding gegeven heeft.

In vreemde havens ontscheepte zeelieden worden dikwijls meegelokt door verdachte handelaars, die, onder voorwendsel hun een nieuwe verbintenis te verschaffen, hen misleiden, hunne driften of hunne argeloosheid uitbuiten, hen berooven van het geld dat zij bezitten, en hun zelfs om het beter uit te zuigen, ander tegen woekeren terst bezorgen tot het behoop van de eerste voorschotnoot en hen daarna, verarmd en uitgeput, weder inschepen.

De bepalingen van het ontwerp zijn dus ten volle gerechtvaardigd.

Door deze overeenkomst wordt geen afbreuk gedaan aan de vrijheid van de Staten, vermits elk hunner zijne kantoren volgens eigen gewoonten en gebruiken inricht, hetzij door het opzicht er over toe te vertrouwen aan de Staatsinstellingen, hetzij door het over te laten aan zijne vakinrichtingen.

Het schijnt evenwel noodig dat werkgevers en -nemers er op volstrekt gelijken voet toe meewerken.

Daarin ligt een waarborg waarop de hedendaagsche inrichting van den arbeid het meest prijs stelt.

Het stelsel dat te dien aanzien de grootste zekerheid schijnt te moeten verschaffen, is de gelijktijdige aanwezigheid op het kantoor voor werkbezorging van twee vertegenwoordigers, den eene van de reeders, den andere van de zeelieden. Deze wijze van inrichting heeft in Engeland de proef doorstaan en het komt nuttig voor ze te veralgemeenen. En zelfs daar waar het oprichten van kantoren door den Staat ondernomen wordt, komt het er nog op aan het toezicht op zijne werkzaamheden toe te vertrouwen aan paritaire vertegenwoordigers. Ten slotte verbindt elke Staat zich krachtens art. 7 van het ontwerp om het onderteekenen der aanwervingsovereenkomsten door de belanghebbenden, zoowel zeelieden als reeders, te omringen met al de waarborgen die de geldigheid en de doeltreffendheid er van verzekeren gelijktijdig met den eerbied voor de onderscheidenlijke rechten der partijen.

*
* *

De volgende Staten waren gedurende den tweeden zitting der te Genua gehouden Algemeene Arbeidsconferentie vertegenwoordigd : Duitschland, België, Denemarken, Finland, Frankrijk, Griekenland, Groot-Brittannië, Italië, Nederland, Noorwegen, Polen, Portugal, Rumenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Spanje, Tsjecho-Slowakije, Zweden, Zwitserland, Argentinië, Canada, Chili, Uruguay, Venezuela, Australië, Indië, Japan en Siam.

In het algemeen hadden de deelnemende landen aan hunne regeeringsafgevaardigden afgevaardigden van de reeders en van de zeelieden toegevoegd. Zulks was onder andere het geval met de Belgische afvaardiging. Door de bekrachtiging der der drie bijgaande ontwerpen van overeenkomst wordt elk der landen waardoor zij aangenomen wordt, er toe verplicht binnen een bepaald tijdsverloop alle wettelijke en andere maatregelen te treffen die mochten noodig zijn tot de tenuitvoerlegging van de bepalingen welke er in voorkomen.

Elk dezer landen verbindt zich daarenboven om deze overeenkomsten in zoo ruime mate mogelijk op zijne koloniën toe te passen met inachtneming van de plaatselijke toestanden.

De officieele bekrachtigingen van deze overeenkomsten door elk der vertegenwoordigde landen in de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van de Verdragen van Versailles (28 Juni 1919), Saint-Germain (10 September 1919), Neuilly (27 November 1919) en Grand Trianon (Juni 1920) moeten den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond worden medegedeeld en door hem ingeschreven.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsorganisatie

op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond zulks ter kennis brengen van al de leden der Internationale Arbeidsorganisatie.

De drie Overeenkomsten welke U worden voorgelegd, zouden dus eerst van kracht worden den dag dat de Algemeene Secretaris van den Volkenbond deze kennisgeving zal gedaan hebben. Zij zal alleen bindend zijn voor de leden welke hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen laten inschrijven hebben. Later zullen deze Overeenkomsten ten opzichte van elk ander lid van kracht worden den dag dat de bekrachtiging van dit lid zal ingeschreven zijn.

Een diplomatiek document er toe bestemd de uitwerking van de ontwerpen van Overeenkomst te verzekeren, werd op 1 Januari 1921 te Parijs onteekend door behoorlijk benoemde gevolmachtigden. Zooals u bekend is, werd deze wijze van handelen aangenomen wat de ontwerpen van Overeenkomst betreft, opgemaakt ter Internationale Arbeidsconferentie van Washington.

Het doel van voorliggend ontwerp van wet is derhalve aan deze aldus in orde gebrachte overeenkomsten de goedkeuring van het land te geven met het oog op de latere inwerkingstelling er van.

Zij bevatten niets strijdigs met onze nationale begrippen, doch beantwoorden integendeel aan een nieuw streven en eene juiste opvatting van wat de arbeidstoestanden moeten zijn.

Zij bezegelen een belangrijken, een aanzienlijken vooruitgang voor de zeenijverheid en zijn van aard om de ontwikkeling er van te bevorderen.

Voor geenerlei bedrijf is het aannemen van een internationale regeling meer noodig en het is evenmin twijfelachtig, of de groote meerderheid der landen wier handel en nijverheid zich tot over de zeeën verbreiden, deze zelfde maatregelen, welke hun zooals U worden voorgelegd voor de verbetering van de arbeids- en bestaanstoestanden van de zoo belangwekkende klasse der zeelieden, insgelijks aannemen zal. Het is met vertrouwen, Mijne Heeren, dat wij de eer hebben u dit ontwerp van wet, houdende bekrachtiging van bedoelde drie nieuwe ontwerpen van Internationale Overeenkomst ter goedkeuring voor te leggen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen en Telegrafen,*

XAVIER NEUJEAN.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

OVEREENKOMST

**betreffende den minimum-leeftijd waarop kinderen
tot arbeid op zee toegelaten worden.**

BELGIË EN FRANKRIJK,

Willende uitwerking geven aan het Ontwerp van Overeenkomst betreffende den minimum-leeftijd waarop kinderen tot arbeid op zee toegelaten worden, aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid die van 15 Juni 1920 tot 10 Juli 1920 te Genua gehouden werd,

Hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron de GAIFFIER d'HESTROY, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen, te Parijs ;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer Aristide BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Den heer Daniel VINCENT, Minister van Arbeid,

Den heer Yves LE TROQUER, Minister van Openbare Werken ;

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL 1.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst dienen onder de benaming « vaartuig » te worden verstaan al de om het even welke op zee varende booten, schepen en bodems, al dan niet openbaar of privaat eigendom, met uitsluiting van de oorlogsbodems.

ARTIKEL 2.

Kinderen beneden de 14 jaar mogen niet tot werken gebruikt worden op andere vaartuigen dan die waarop enkel de leden van een zelfde familie arbeid verrichten.

ARTIKEL 3.

Het bepaalde bij artikel 2 is niet toepasselijk op het werk van kinderen op opleidingsvaartuigen, op voorwaarde dat dit werk door de openbare overheid goedgekeurd wordt en deze er toezicht op houdt.

ARTIKEL 4.

Om het toezicht op de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst mogelijk te maken, moet ieder kapitein of schipper een inschrijvingsregister of eene monsterrol houden, waarin al de aan boord gebezigde personen beneden de 16 jaar met opgave van hunnen geboortedatum vermeld worden.

ARTIKEL 5.

Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, gaat de verbintenis aan om haar op die zijner koloniën of bezittingen of op die zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben, toe te passen onder voorbehoud van het volgende :

a) Dat de toepassing van de bepalingen der Overeenkomst niet onmogelijk gemaakt wordt door plaatselijke toestanden ;

b) Dat de wijzigingen welke zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen, daarin kunnen aangebracht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit omtrent ieder zijner koloniën of bezittingen of ieder zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben.

ARTIKEL 6.

De ambtelijke bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, van het Verdrag van Saint-Germain, van 10 September 1919, van het Verdrag van Neuilly, van 27 November 1919 en van het Verdrag van Grand Trianon, van 4 Juni 1920, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakt en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 7.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond dit feit ter kennis van al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie brengen.

ARTIKEL 8.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden op den dag dat die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal verschaft zijn ; zij zal enkel de Leden binden welke hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen hebben laten inschrijven. Ten opzichte van elk ander Lid zal deze Overeenkomst in het vervolg in werking treden op den dag dat de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 9.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 8, gaat elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, de verbintenis aan om de bepalingen er van

uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en zoodanige maatregelen te treffen welke zullen noodig zijn om die bepalingen daadwerkelijk te maken.

ARTIKEL 10.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag haar bij het verstrijken van een tijdperk van tien jaar na den datum van de eerste inwerkingstelling van de Overeenkomst opzeggen bij eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakte en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal eerst gelden één jaar nadat zij op het Secretariaat is ingeschreven.

ARTIKEL 11.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eenmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag moeten voorleggen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal beslissen of de kwestie van herziening of wijziging van gezegde Overeenkomst noodig op de dagorde der Conferentie moet geschreven worden.

ARTIKEL 12.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

De Regeering van de Fransche Republiek zal kennis geven van de onderteekening dezer Overeenkomst aan al de Staten die Lid zijn van de Internationale Organisatie van den Arbeid.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den eersten Juni negentien honderd een en twintig.

(G.) E. DE GAIFFIER,

(G.) AR. BRIAND.

(G.) DANIEL VINCENT,

(G.) Y. LE TROCQUER.

BIJLAGE B.

OVEREENKOMST

**betreffende de vergoeding wegens werkloosheid in geval
van schipbreuk (vergaan of stranden).**

BELGIË EN FRANKRIJK,

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van overeenkomst betreffende de vergoeding wegens werkloosheid in geval van schipbreuk (vergaan of stranden), aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid die van 15 Juni 1920 tot 10 Juli 1920 te Genua gehouden werd,

Hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen, te Parijs;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer Aristide BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandsche Zaken;

Den heer Daniel VINCENT, Minister van Arbeid;

Den heer Yves LE TROCQUER, Minister van Openbare Werken;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst geldt de benaming « zeeman » voor al de op om het even welk op zee varend schip gebezigde personen.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst geldt de benaming « vaartuig » voor al de op zee varende booten, schepen of vaartuigen van welken aard ook, onverschillig of zij openbaar of privaat eigendom zijn, de oorlogsbodems uitgesloten.

ARTIKEL 2.

In geval van schipbreuk (vergaan of stranden) van om het even welk vaartuig, zal de reeder of de persoon met wien de zeeman eene overeenkomst gesloten heeft om aan boord te dienen, aan elk der op dit schip gebezigde zeelieden eene vergoeding moeten betalen, om het hoofd te bieden aan de werkloosheid welke uit de schipbreuk (vergaan of stranden) van het vaartuig voortkomt.

Die vergoeding zal voor al de dagen van het wezenlijk tijdperk van werkloosheid van den zeeman betaald worden tegen het bedrag van het krachtens de overeenkomst te betalen loon, doch het gezamenlijk bedrag van de krachtens deze Overeenkomst aan el en zeeman te betalen vergoeding zal tot het beloop van twee maand loon mogen beperkt worden.

ARTIKEL 3.

Die vergoedingen zullen dezelfde voorrechten genieten als de achterstallen van het gedurende den werktijd verdiende loon en de zeelieden zullen, om ze trekken, hunne toevlucht mogen nemen tot dezelfde invorderingswijzen als voor die achterstallen,

ARTIKEL 4.

Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, gaat de verbintenis aan om haar op die zijner koloniën of bezittingen of op die zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben, toe te passen, onder voorbehoud van het volgende :

a) Dat de toepassing van de bepalingen der Overeenkomst niet onmogelijk gemaakt wordt door plaatselijke toestanden ;

b) Dat de wijzigingen welke zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen, daarin kunnen aangebracht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit omtrent ieder zijner koloniën of bezittingen of ieder zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben.

ARTIKEL 5.

De ambtelijke bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, van het Verdrag van Saint Germain van 10 September 1919, van het Verdrag van Neuilly van 27 November 1919 en van het Verdrag van Grand Trianon van 4^u Juni 1920, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakt en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 6.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond dit feit ter kennis brengen van al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie.

ARTIKEL 7.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden op den dag dat die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal verschaft zijn ; zij zal enkel de Leden binden welke hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen hebben laten inschrijven. Ten opzichte van elk ander Lid zal deze Overeenkomst in het vervolg in werking treden op den dag dat de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 7, gaat elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, de verbintenis aan om de bepalingen er van uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en zoodanige maatregelen te treffen welke zullen noodig zijn om die bepalingen daadwerkelijk te maken.

ARTIKEL 9.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag haar bij het verstrijken van een tijdperk van vijf jaar na den datum van de eerste inwerkingstelling van de Overeenkomst opzeggen bij eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakte en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal eerst gelden één jaar nadat zij op het Secretariaat is ingeschreven.

ARTIKEL 10.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eenmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag moeten voorleggen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal beslissen of de kwestie van herziening of wijziging van gezegde Overeenkomst noodig op de dagorde der Conferentie moet geschreven worden.

ARTIKEL 11.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

De Regeering van de Fransche Republiek zal kennis geven van de onderteekening dezer Overeenkomst aan al de Staten die Lid zijn van de Internationale Organisatie van den Arbeid.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den eersten Juni negentienhonderd een en twintig.

(G.) E. DE GAIFFIER,
(G.) A. BRIAND,
(G.) DANIEL VINCENT,
(G.) Y. LE TROCQUER.

BIJLAGE C.

OVEREENKOMST**betreffende de bezorging van werk aan zeelieden.****BELGIË EN FRANKRIJK,**

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van Overeenkomst betreffende de bezorging van werk aan zeelieden, aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid die van 15 Juni 1920 tot 10 Juli 1920 te Genua gehouden werd,

Hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen, te Parijs ;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

De heer Aristide BRIAND, Minister President, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Den heer Daniel VINCENT, Minister van Arbeid ;

Den heer Yves LE TROCQUER, Minister van Openbare Werken ;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden onder de benaming « zeeman » verstaan, al de personen gebezigd als leden der bemanning aan boord van zeeschepen, met uitsluiting der officieren.

ARTIKEL 2.

De bezorging van werk aan zeelieden mag geen handel uitmaken uit winstbejag gedreven door eenigerlei persoon, maatschappij of inrichting. Geenerlei verrichting tot bezorging van werk mag van wege de zeelieden van welk schip ook aanleiding geven tot het betalen van eenige rechtstreeksche of onrechtstreeksche bezoldiging aan eenen persoon, eene maatschappij of inrichting.

In ieder land moet de wet strafmaatregelen voorzien voor alle schending van de bepalingen van dit artikel.

ARTIKEL 3.

In afwijking van de bepalingen van artikel 2 mag het aan elk persoon, iedere maatschappij of inrichting, welke thans, uit winstbejag, handel drijft in werkbezorging, tijdelijk, met toestemming van de Regeering, toegelaten worden daarmee voort te gaan, op voorwaarde dat zijne of hare verrichtingen onderworpen wezen aan het Regeeringstoezicht, waardoor de rechten van al de betrokken partijen gevrijwaard worden.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich om al de noodige maatregelen te treffen tot het zoo spoedig mogelijk afschaffen van den uit winstbejag gedreven handel in het bezorgen van werk aan zeelieden.

ARTIKEL 4.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, moet er voor waken dat een doeltreffend, aan de noodwendigheden beantwoordend stelsel van kosteloze diensten tot werkbezorging voor zeelieden ingevoegd en er op nagehouden worde. Dit stelsel mag ingericht en gehandhaaf worden :

1^o hetzij door vereenigingen welke de reeders en de zeelieden vertegenwoordigen, die onder toezicht van eene centrale overheid gemeenschappelijk handelen ;

2^o hetzij, bij gemis van derwijze geregelde werking, door den Staat zelf.

De verrichtingen van deze diensten tot werkbezorging moeten geleid worden door personen welke praktische ervaring op het stuk van zeevaart hebben.

Wanneer er gelijktijdig diensten tot werkbezorging van verschillende soorten bestaan, moeten er maatregelen getroffen worden om hunne werking op een nationalen grondslag in onderling verband te brengen.

ARTIKEL 5.

Er zullen comiteiten worden gevormd, samengesteld uit een gelijk getal vertegenwoordigers van de reeders en van de zeelieden, welke comiteiten zullen geraadpleegd worden omtrent al wat de werking van deze diensten aangaat.

De Regeering van ieder land zal overigens nauwkeurig de bevoegdheden van die comiteiten behooren te bepalen, inzonderheid wat betreft : de keuze van hunnen voorzitter buiten hunne leden, hunne onderwerping aan het Staatstoezicht en het recht om hulp te aanvaarden van personen welke belangstellen in den welstand van de zeelieden.

ARTIKEL 6.

Gedurende de verrichtingen van het werkbezorgen moeten de zeeman en de reeder het recht behouden deze om zijne bemanning gene om zijn schip te kiezen.

ARTIKEL 7.

De Overeenkomst voor het aanwerven van zeelieden moet al de noodige waarborgen behelzen ter bescherming van al de betrokken partijen en de zeelieden moeten steeds in de gelegenheid gesteld worden om deze Overeenkomst vóór en na het onderteekenen er van in te zien.

ARTIKEL 8.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, moet maatregelen treffen; opdat de bij deze Overeenkomst voorziene gemakkelijke bezorging van werk aan zeelieden, waarbij zoo noodig tot openbare diensten toevlucht wordt genomen, ten deel valle aan de zeelieden van al de landen welke deze Overeenkomst bekrachtigen, zulks onder voorbehoud dat de arbeidstoestanden ongeveer dezelfde wezen.

ARTIKEL 9.

Ieder land zal behooren te beslissen of het al dan niet soortgelijke bepalingen als die van deze Overeenkomst met betrekking tot de dek- en machine-officieren zal aannemen.

ARTIKEL 10.

Elk Lid dat deze Overeenkomst zal bekrachtigen, zal aan het Internationaal Arbeidsbureau inzage moeten verstrekken van alle statistische gegevens of andere, waarover het kan beschikken, omtrent de werkloosheid van de zeelieden en de werking van zijne inrichting tot bezorging van werk aan zeelieden.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal, in overleg met de Regeeringen en de betrokken inrichtingen in ieder land, het onderling verband van de verschillende nationale stelsels van bezorging van werk aan zeelieden behooren te verzekeren.

ARTIKEL 11.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, gaat de verbintenis aan om haar op die zijner koloniën of bezittingen of op die zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben, toe te passen, onder voorbehoud van het volgende :

a) Dat de toepassing van de bepalingen der Overeenkomst niet onmogelijk gemaakt wordt door plaatselijke toestanden ;

b) Dat de wijzigingen welke zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen daarin kunnen aangebracht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit omtrent ieder zijner koloniën of bezittingen of ieder zijner protectoraten welke geen volkomen zelfbestuur hebben.

ARTIKEL 12.

De ambtelijke bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, van het Verdrag van Saint-Germain van 10 September 1919, van het Verdrag van Neuilly van 27 November 1919 en van het Verdrag van Grand Trianon van 4 Juni 1920, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakt en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 13.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond dit feit ter kennis van al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie brengen.

ARTIKEL 14.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden op den dag dat die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal verschaft zijn; zij zal enkel de Leden binden welke hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen hebben laten inschrijven. Ten opzichte van elk ander Lid zal deze Overeenkomst in het vervolg in werking treden den dag dat de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 15.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 14, gaat elk Lid dat de Overeenkomst bekrachtigt, de verbintenis aan om de bepalingen er van uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en zoodanige maatregelen te treffen welke zullen noodig zijn om die bepalingen daadwerkelijk te maken.

ARTIKEL 16.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag haar bij het verstrijken van een tijdperk van vijf jaar na den datum van de eerste inwerkingstelling van de Overeenkomst opzeggen bij eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakte en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal eerst gelden één jaar nadat zij op het Secretariaat is ingeschreven geworden.

ARTIKEL 17.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste éénmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag moeten voorleggen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal desgevallend beslissen of de kwestie van herziening of wijziging van gezegde Overeenkomst noodig op de dagorde der Conferentie moet geschreven worden.

ARTIKEL 18.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

De Regeering van de Fransche Republiek zal kennis geven van de onderteekening dezer Overeenkomst aan al de Staten die Lid zijn van de Internationale Organisatie van den Arbeid.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den eersten Juni negentienhonderd een en twintig.

(g.) E. DE GAIFFIER,
» AR. BRIAND,
» Daniel VINCENT,
» Y. LE TROCQUER.

BIJLAGE D.

PROTOCOL.

De volgende Overeenkomsten, heden tusschen België en Frankrijk geteekend en overeenstemmend met de ontwerpen van overeenkomsten opgemaakt door de Internationale Conferentie van den Arbeid, die vergaderd heeft te Genua van 15 Juni tot 10 Juli 1920, te weten :

1^o Overeenkomst waarbij de minimum-leeftijd wordt bepaald waarop kinderen tot arbeid op zee worden toegelaten ;

2^o Overeenkomst betreffende de vergoeding wegens werkloosheid in geval van schipbreuk (vergaan of stranden) ;

3^o Overeenkomst betreffende de bezorging van werk aan zeelieden, zullen open blijven voor toetreding van al de Staten die Lid zijn van de Internationale Organisatie van den Arbeid.

Van deze toetreding zal kennis worden gegeven aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond.

De Regeering der Fransche Republiek zal een echtverklaard afschrift van dit Protocol doen toekomen aan elk der Staten die Lid zijn van de Internationale Organisatie van den Arbeid.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekende Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan in dubbel te Parijs, den 1st Juni negentienhonderd een en twintig.

(g.) E. DE GAIFFIER,
» AR. BRIAND,
» Daniel VINCENT,
» Y. LE TROCQUER.